



International Indian Treaty Council
Consejo Internacional de Tratados Indios

100 E. Ajo Way
Tucson, AZ 85713
Phone: (520) 833-9797
Email: iitc@treatycouncil.org
www.treatycouncil.org

Pour diffusion immédiate
7 janvier 2025

Les webinaires « Meet and Greet » du 20 janvier 2025 permettront d'entamer un dialogue avec le nouveau rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, Albert Kwokwo Barume



Albert Kwokwo Barume, photo de l'ONU

New York, état de New York : Le 20 janvier 2025, le Conseil international des traités indiens (IITC) organisera deux webinaires « Meet and Greet » avec le nouveau rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones Albert K. Barume. Parmi les co-sponsors figurent les Partenaires pour l'amélioration des moyens de subsistance des populations (ILEPA, Kenya), le Centre de soutien aux peuples autochtones du Nord (CSIPN)/Centre de formation pour les peuples autochtones russes, le Centre pour la recherche et le développement des peuples autochtones (CIPRED, Népal), et Fondation Tebtebba. Les webinaires permettront au nouveau rapporteur spécial, actuellement basé en République démocratique du Congo, d'établir des contacts, de consulter sur ses projets et de demander l'avis des peuples autochtones, notamment sur les études, les visites de pays et les questions clés ayant un impact sur leurs droits dans le monde entier. Il répondra également aux questions, préoccupations et commentaires des participants.

Après une déclaration d'ouverture du rapporteur spécial Barume, qui entame son premier mandat de trois ans à ce poste le 1er janvier 2025, et des commentaires introductifs des organisations hôtes et coparrainantes, les webinaires se dérouleront sous forme de dialogue entre le rapporteur spécial et les participants.

Albert Barume s'est fait connaître de l'IITC et d'autres organisations internationales de peuples autochtones entre 2015 et 2018, lorsqu'il a été membre du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (EMRIP). En tant que président-rapporteur de l'EMRIP en 2016, il a présidé le processus de révision et de renforcement du mandat de l'EMRIP, conformément au document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de

2014. Le nouveau mandat a conféré une plus grande indépendance à cet organe important pour les droits des peuples autochtones et a abouti à la mise en place d'un dispositif de l'EMRIP de l'engagement avec les pays ayant en vue de soutenir la mise en œuvre par les États de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Le processus d'engagement avec les pays de l'EMRIP a permis, entre autres résultats importants, le rapatriement du Maaso Kova (tête de cerf cérémoniale), objet rituel des Yaqui à la nation Yaqui depuis le musée suédois d'ethnographie de Stockholm en 2023. Andrea Carmen, directrice exécutive de l'IITC, a déclaré : « Albert Barume, en tant que membre expert et président de l'EMRIP, a fait preuve d'un engagement inébranlable en faveur des droits des peuples autochtones en ce qui concerne le rapatriement de leurs objets sacrés et de leurs restes humains, sur la base des articles 11 et 12 de la déclaration des Nations unies. Il s'agissait notamment de s'engager activement auprès de l'UNESCO, au nom de l'EMRIP, pour créer un mécanisme de rapatriement international, qui n'a pas encore vu le jour. L'IITC espère qu'il continuera à s'engager dans cet effort continu et à s'occuper d'autres questions urgentes ayant un impact sur nos droits ».

Kimaren ole Raimit, directeur exécutif et fondateur de l'ILEPA au Kenya, a souligné l'importance de la nomination d'Albert du point de vue des peuples autochtones d'Afrique. « C'est la première fois qu'un expert africain est nommé à ce poste. Nous sommes encouragés par le fait qu'Albert a défendu avec vigueur les droits distincts des peuples autochtones pendant les dix années où il a travaillé avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que par son expérience d'expert juridique et d'universitaire en matière de droits fonciers et de « conservation » en Afrique. Nous attendons de lui qu'il poursuive son engagement, dans le prolongement de l'important travail de l'ancien rapporteur spécial Francisco Cali Tzay, pour s'attaquer aux violations spécifiques et généralisées des droits de l'homme dont sont victimes les peuples autochtones du fait de l'imposition de « zones protégées », de parcs nationaux et de sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, également liés au marché émergent du carbone, qui entraînent des déplacements forcés de peuples autochtones en Afrique et dans le monde entier ».

Afin de permettre une large participation des peuples autochtones des sept régions, ces réunions se tiendront à deux moments différents, pendant deux heures chacune, le 20 janvier. L'interprétation sera assurée en anglais, en espagnol, en français, en russe et en portugais, comme indiqué ci-dessous. Les liens pour l'inscription préalable, nécessaire à la participation, sont inclus ci-dessous.

Webinaire #1: Le 20 janvier, pour les régions de l'Asie/Pacifique/Afrique/Russie : 9:00 AM CET / 11:00 AM EAT/ 4:00 PM PHT/ 9:00 PM NZDT. L'interprétation en russe, anglais et français sera assurée. Lien d'inscription : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_gqEx_3rcSViM63znV6qBPQ

Webinaire #2: Le 20 janvier, pour les Amériques (du Nord, du Sud et Centrale), Caraïbes/Europe et régions arctiques : 9:00 AM PST / 12:00 PM EST / 5:00 PM UTC. L'interprétation en anglais, en espagnol et en portugais sera assurée. Lien d'inscription : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_-MLTzowxQUGjpUYVRt3Aqg

###

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter R. Borrero, coordinateur de la communication d'IITC, à l'adresse suivante: communications@treatycouncil.org.